

Au pays de la micro-informatique appropriée

Jeudi 10 février 1983, dans les locaux du groupe NARAL, une association focalisée sur la question de l'avortement. Thérèse pointe une dernière fois le listing des membres, à côté Mary pianote sur le clavier d'un micro-ordinateur, rédigeant la convocation d'une prochaine réunion. Voilà plus de dix ans, l'informatique a pénétré le tissu associatif américain. Mais après une période sans progression (liée d'une part au coût du matériel et d'autre part au déclin du mouvement de contestation politique), on assiste depuis deux ans à une phase d'extension de l'utilisation de l'ordinateur. Cette extension est autant qualitative, par la nature des applications, que quantitative par le nombre de groupes. On distingue deux niveaux d'applications : les utilisations de types réseaux d'ordinateurs, où l'informatique sert au partage de l'information entre des groupes géographiquement éloignés et celle de type automatisation du travail de bureau, servant à faciliter et à accélérer les tâches traditionnelles et quotidiennes des groupes telles que la rédaction de lettres d'information, l'envoi du courrier ou la gestion des cotisations...

Au service mouvement gay...

LES réseaux, le plus souvent entre micro-ordinateurs, sont les applications les plus récentes et techniquement les plus complexes. Ainsi la Gay Press Association — GPA — (association de la presse homosexuelle), vient de démarrer un système télématique, TIP, entre diverses publications gays réparties sur tout le territoire américain. « Il s'agit, nous explique Bob Abendroth, le programmeur du système, de faciliter le transfert de l'information entre les différents groupes gays. Savoir instantanément, juste en consul-

tant la base de données, qu'une loi anti-homosexuelle a été votée en Indiana, ou au contraire qu'un prêtre vient de marier deux lesbiennes en Californie est vital pour nous... ». On en comprend d'autant plus l'importance lorsqu'on sait qu'un courrier entre New-York et Washington DC (380 km) peut mettre jusqu'à 10 jours... La base de données et le logiciel de télécommunication, que Bob a mis plus de deux ans à réaliser, sont supportés par un micro-ordinateur TRS 80 qui est situé à New-York. Après cinq mois de fonctionnement TIP compte près de 30 utilisateurs, groupes gays ou individus. Pour l'avenir, GPA voudrait étendre son audience parmi les publica-

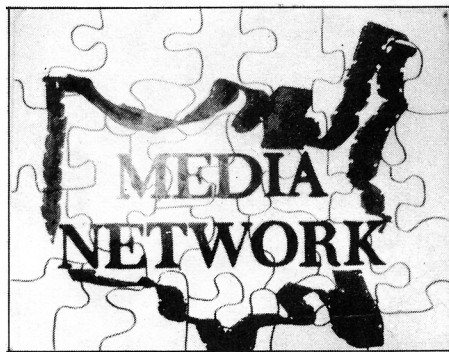
tions gays — il en existe près d'une centaine aux USA — et améliorer les performances de TIP en permettant l'accès par mot clé.

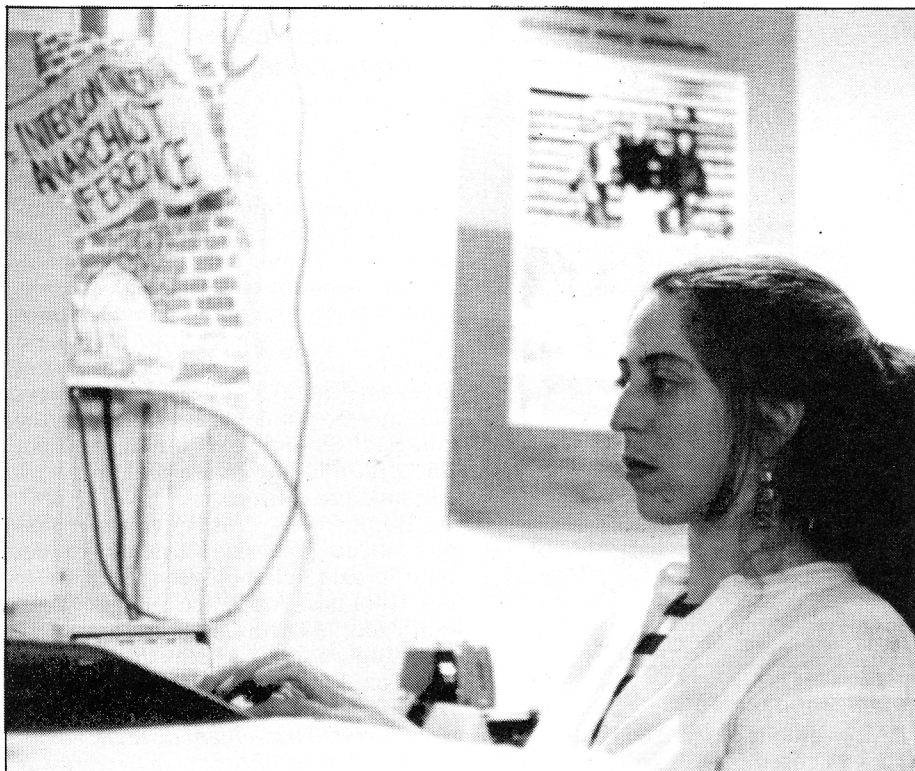
Par la population, pour la population

On ne peut parler de télématique alternative sans présenter Community Memory Project — CMP —, une idée généreuse, étonnante et qui a connu une première expérimentation dès 1973. Dans ce système télématique, l'information ne provient pas d'institutions mais est entrée par la population pour la population. Nous avons tenu à lui accorder une place importante dans cet article. L'encadré numéro 1 résume la brochure éditée par l'équipe de CMP en août 1982. Dans cinq mois, CMP va démarrer sous forme d'une installation pilote, avec une dizaine de terminaux. Et pourtant le débat n'est pas tranché par ses créateurs : que faut-il faire de CMP ? Certains voudraient qu'il soit l'outil du mouvement de contestation sociale, anti-nucléaire, féministe, etc. Pour d'autres, il doit être tout simplement un outil de communication et d'expérimentation supplémentaire pour la population sans contrôle d'aucune sorte. Alors ? Rien n'est sûr : mais *Terminal 19/84* vous donnera des nouvelles de cette télématique pas comme les autres.

Il existe aux USA, plusieurs réseaux commerciaux de micro-ordinateurs tels que La Source, le plus connus (20 000 utilisateurs) qui est une filiale de Reader's Digest et EIES un réseau plutôt académique. Open Network, se situe comme une alternative à ces réseaux commerciaux. Son but est de permettre la communication et l'échange entre les membres du réseau. Fonctionnant à partir de mot-clé, il regroupe 800 utilisateurs, dont 75 % habitent le Colorado et coûte 40 dollars pour l'année. Mais, comme le précise Pat Wasner, un des promoteurs du système : « Nous sommes avant tout un réseau humain qui utilise l'ordinateur comme un des outils de communications possible ; il s'agit de permettre la connexion entre les indivi-

Une base de donnée pour les associations





Marcy Darnovsky, dans le local de CMP.

Community Memory (memoire communautaire) se définit comme un système télématique, de partage de l'information. Contrairement aux systèmes télématiques classiques, où l'information accessible provient de sociétés commerciales ou étatiques, dans CMP, l'information est entrée librement par l'utilisateur : individu, association, groupe politique ou coopérative.

C'est un canal ouvert dans la cité pour l'échange d'information et la communication publique.

C'est un outil pour une pensée, une réflexion et des prises de décisions collectives.

Historique :

Entre 1973 et 1975, la première version de Community Memory fonctionnait dans la Bay Area (agglomération de San Francisco). L'ordinateur utilisé, un vieux modèle, tomba rapidement en panne. Malgré un bilan positif, cette première expérience dut stopper faute de pouvoir racheter une autre machine.

Depuis 1975 :

- De nouveaux membres ont renforcé l'ancienne équipe (25 personnes en 1982).
- Le logiciel a été considérablement amélioré. Il permet un accès aux données par mot-clé, de manière simple et rapide.
- Le problème du financement a été résolu d'une part avec la création d'une société, Pacific Software, destinée à exploiter le logiciel développé pour CMP, d'autre part grâce aux dons de personnes liées au projet, en particulier Lee Felsenstein qui est vice-président d'Osborne Corp., une société leader sur le marché du micro-ordinateur portable.

Aujourd'hui :

CMP emploie 15 salariés, pour certains à temps complet. Le système technique au point, doit encore être précisé quant à la forme prise par l'installation pilote.

Pour les certitudes :

- Trois mini-ordinateurs supporteront jusqu'à 100 terminaux répartis dans des lieux publics de Berkeley (Californie) dont la municipalité « de gauche », suit avec intérêt le projet.
 - L'entrée et l'accès à l'information coûteront une faible somme (1/4 de dollar) de façon à couvrir les frais de maintenance.
 - Aucun contrôle sur le contenu de l'information ne sera réalisé.
 - L'installation pilote verra le jour au cours du quatrième trimestre 1983.
- Alors CMP, outil ou gadget ?

« dus, aussi différent soient-ils ». Les petites annonces, de toute nature, constituent l'essentiel de l'activité d'Open Network.

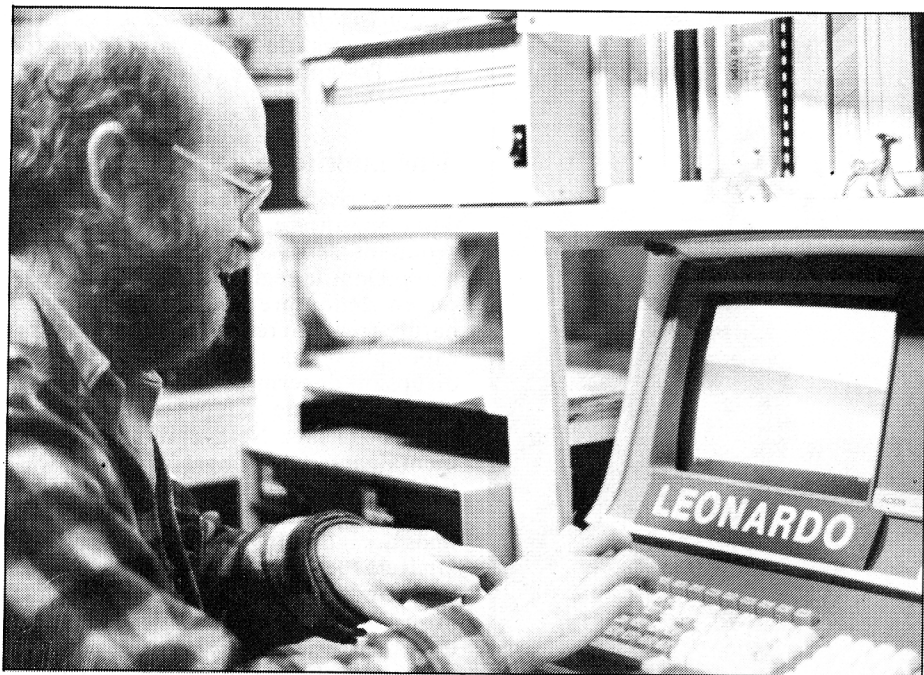
Une multitude de petits réseaux

Très récemment, on a vu l'éclosion d'une multitude de petits réseaux, regroupant entre 3 et 10 micro-ordinateurs. Dans la région de San Francisco, on en dénombre pas moins de 4 de nature très différente : groupe d'handicapés physiques (Well Net), d'aveugles disposant de terminaux spéciaux (Deaf Net), alliance de groupes pour le désarmement (Peace Net), chrétiens fondamentalistes (Harbinger Communication). Dans tous les cas, les concepteurs des réseaux ne sont pas des institutions mais des individus proches des groupes. Un frein technique, pourtant, ralentit la croissance du nombre de réseaux, c'est la non-standardisation des éléments d'entrée-sortie des micro-ordinateurs, qui rend difficile leur interconnexion.

Mais côté de ces applications un peu « tape à l'œil » et finalement peu nombreuses, il y a la masse, beaucoup plus discrète, des utilisations quotidiennes de la puissance informatique. Le mouvement américain a une tradition d'appropriation de la technologie infiniment supérieur à son équivalent français et après la machine à écrire électronique, il est apparu tout naturel à ces groupes d'utiliser une gestion informatisée ou de se faciliter la vie en gérant sur ordinateur un fichier de leurs membres. De fait, le traitement de texte se révèle être un des besoins premiers des groupes. Que ce soit le cercle trotskyste « Red Planet » de Seattle ou la coopérative alimentaire de San Francisco, le micro-ordinateur doit servir avant tout à faciliter la rédaction et la préparation des lettres d'information ou des publications déjà existantes ; vérifiant ainsi la théorie : « *A nouvelle technologie, usage ancien* ».

Diviser le temps de recherche par deux ou trois

Les bases de données sont une autre application très courante. Dans ce cas, le micro-ordinateur avec des disques magnétiques se substitue au classeur manuel, facilite la recherche de l'information et permet de diminuer le flot de papier sous lequel croulent les associations. Media network, un groupe new-yorkais, diffuse en direction du mouvement associatif des documents filmés, non commerciaux sur des sujets tel que minorités raciales, habitat, politique énergétique, etc. L'équipe projette de passer le fichier des références sur ordinateur, en créant des références croisées entre films et sujets afin « *de diviser le temps de recherche d'un titre par deux ou trois* », espère Lina, responsable du projet. En effet, comme pour l'informa-



Coopérative informatique de Seattle

tique dans le monde industriel, il s'agit avant tout d'accélérer les tâches de gestion, d'édition ou de documentation, non pas pour « dégraisser » le personnel mais dans le cas de Media Network pour « se consacrer plus complètement à l'information des associations, et l'animation audio-visuelle dans les quartiers ». C'est peut-être en cela que cette information peut apparaître comme **alternative**, non facteur de chômage mais véhicule de mieux être social.

Toujours à New-York, Computer Professional United for disarmament — CPU — un groupe d'informaticiens pour le contrôle des armes nucléaires utilise un micro-ordinateur pour suivre les votes de chaque membre du congrès sur la politique américaine en matière de défense ainsi que pour établir une liste complète des entreprises qui travaillent de près ou de loin à la fabrication des armements nucléaires, ceci en vue d'une prochaine campagne de boycott.

Le matériel reste coûteux

Mais force est de constater que le matériel informatique quoique en baisse relative, reste **coûteux**. Ainsi, une configuration moyenne, comprenant : 1 unité centrale avec 64 K de mémoire, 2 lecteurs de disquettes 5 pouces, 1 imprimante (qualité moyenne), 1 modem, logiciel de base, revient aujourd'hui aux USA dans les 40 000 francs. En plus, il faut rajouter le coût du logiciel d'application. MIST, un logiciel développé spécialement pour les associations, est vendu par ses créateurs plus de 11 000 francs et cela n'apparaît pas excessif compte tenu de ses possibilités. Et n'oublions pas la maintenance 10 %, le papier, les disquettes, etc. Faites vos comptes !!!

Alors qu'une des particularités communes à l'ensemble des groupes est leur **pauvreté** en matière de moyen financier. La plupart ne vivent que grâce aux cotisations de leurs membres, à diverses manifestations de soutien, quelquefois grâce aux fondations privées (structures typiquement américaines), et enfin parfois reçoivent ou plutôt recevaient des aides du gouvernement fédéral. Depuis l'arrivée de Reagan à la Maison Blanche, les associations qui avaient une aide du gouvernement fédéral ont vu celle-ci soit diminuer considérablement, soit disparaître. Le gouvernement Reagan a réalisé des coupes sombres dans le budget social. De plus, avec 12 % de chômeurs, il n'est pas possible d'augmenter indéfiniment les cotisations. De nombreuses associations, aux USA, sont au bord de la faillite.

Des coopératives pour partager la puissance

Ce manque de moyen conduit à une première idée, **partager la puissance**. Ce peut être d'abord le recours aux sociétés de service traditionnelles mais elles sont chères et peu adaptées aux besoins spécifiques des associations. Alors on voit apparaître de plus en plus des **coopératives informatiques**. Des groupes se mettent en place pour aider les associations à utiliser la puissance informatique à moindre frais. Ces coopératives sont créées, en général, par des informaticiens liés au mouvement associatif ou de contestation sociale, et qui ont souvent une pratique antérieure d'aide technique aux associations.

Depuis 1978, Phil Harrison répondait aux demandes de plusieurs groupes pour la paix, tel que Greenpeace, Frère des Hommes, Armistice, en leur facilitant l'accès à l'ordinateur de l'université Washington à Seattle. « Il s'agissait, nous explique-t-il, pour l'essentiel de travaux simples tels que l'édition d'adresses ou du traitement de texte : mais, cela m'a fait comprendre la nécessité de créer une structure, une coopérative informatique qui puisse répondre mieux que je ne le fais aux besoins de ces groupes ».

C'est ainsi qu'est né, sur Seattle (Washington State), le projet de la « Puset Sound Communication Coopérative » (cf encadré numéro 2).

D'autres coopératives vont plus loin : elles ne sont plus seulement une structure destinée à faciliter l'utilisation du traitement informatique, mais aussi des groupes partie prenante du mouvement alternatif. Baltimore Information Coop — BIC — est de celles-là. Constituée de trente groupes de base et informaticiens, elle offre les services demandés par les associations. Mais, en plus, BIC vient de mettre au point un système

Un projet de coopérative informatique

À l'origine, trois informaticiens pour une coopérative qui veut favoriser l'utilisation, à moindre frais, de la puissance informatique par le mouvement alternatif.

Un conseil d'administration, composé de 11 membres dirige la coopérative et prend toutes les décisions de politique générale. Ce conseil comprend des membres fondateurs (3), des représentants des associations adhérentes (5) et des représentants des travailleurs de la coop. (3).

La Puset Sound Communication Cooperative espère toucher 60 % des associations de la région de Seattle (Washington state). Mais pour l'instant, il faut trouver le capital, environ 200 000 francs, par souscription auprès des futurs utilisateurs, associations ou individus.

La coopérative veut donc démarrer dès mai 1983 avec une configuration plus légère (50 000 francs), pour rendre les services suivant :

- Traitement de texte
- Gestion de données (fichier des membres, bibliographies, etc.)
- Edition d'adresses, listes des membres...
- Education et assistance
- Comptabilité.

Avec une volonté de pratiquer les tarifs les plus bas possible :

Temps ordinateur	10-15 F/heure
Edition d'adresses	5 F/100 adresses
Page imprimée	0,14 F/page
Assistance personnalisée	50 F/heure

matériel et logiciel, qui permet « en cas d'urgence » de prévenir automatiquement par téléphone une liste de gens, de les interroger à l'aide d'une voix synthétique en détectant leur réponse par simple appui d'une touche de téléphone.

Le gadget au service de la contestation !!! A quand les robots dans les manifestations... Comme service d'ordre ?

Réponse collective, détournement

L'intérêt des coopératives informatiques est qu'elles constituent une **réponse collective** du mouvement associatif, qui n'isole pas le groupe autour de son micro-ordinateur, mais au contraire crée des liens entre associations ayant des problèmes similaires. De plus, dans bien des cas, les groupes qui utilisent une coopérative possèdent une partie du capital, et ne sont donc pas de simples consommateurs de traitement informatique.

Partager la puissance, c'est aussi, quoique de manière plus discrète la « perruque ». Comme nous l'explique Chris de Processed World, « *l'utilisation de l'ordinateur du lieu de travail, a des fins personnelles, est relativement répandue au même titre que la photocopieuse ou le téléphone. Un membre de Processed World, réalise à chaque envoi, dans la petite société où il est employé, le mailing des abonnés sur étiquette auto-collante. Et je connais un membre d'un groupe anti-nucléaire qui réalise chaque lettre d'information du comité sur la machine à traitement de texte du bureau où il travaille* ».

Face aux problèmes des moyens financiers, on peut enfin citer l'exemple original des Community Memory Project — CMP — que nous avons présentés plus haut. Il y a quelques années, l'équipe de CMP a longuement réfléchi au problème de l'investissement en maté-

riel. Pour eux, le dépasser c'était se donner les moyens de l'ambitieux projet qu'ils voulaient voir exister : une société commerciale, Pacific Software, destinée à exploiter commercialement le logiciel de gestion de base de données conçu pour CMP. Les royalties obtenues grâce à la vente du logiciel, SECRETUR, devaient permettre à l'équipe de CMP de financer le projet.

Et après un an et demi de fonctionnement, Pacific Software est une société de plus en plus compétitive, mais de moins en moins originale.

Appropriation sociale de la technologie

Quant à la réflexion sur les conséquences de l'informatisation tout **azimut que subit la société américaine**, elle est menée par plusieurs associations, qui de plus essaient de favoriser une réelle appropriation de la technologie par le tissu social.

D'abord, Science for the People (science pour la population), internationalement connue, aborde dans sa revue tout les problèmes sociaux posés par la science et en particulier ceux liés à l'informatisation (robotique, contrôle social...)

Ensuite, Union for Democratic Communication — UDC — regroupe des universitaires et des professionnels des médias. Les membres New-Yorkais de la commission informatique de l'UDC ont récemment envoyé un questionnaire à l'ensemble des associations de New-York afin de déterminer leur intérêt pour la micro-informatique.

RESET, une excellente feuille d'information sur « L'informatique alternative » réalisée chaque trimestre, depuis fin 81 par Mike McCullough sur son micro-ordinateur est diffusée à un réseau de plusieurs centaines d'abonnés. Nous tenons ici à le remercier ainsi que Karen Paulsell (tous deux sont membres de

l'UDC), pour leur aide dans l'élaboration de ce reportage. Signalons que Mike est le correspondant aux USA de *Terminal 19/84*.

Enfin, *Processed World* (Monde Traité), une revue que *Terminal 19/84* vous a présentée dans les numéros 9 et 10, dont l'humour corrosif et la créativité nous étonne à chaque numéro. *Processed World* est publiée à San Francisco par un comité rédactionnel composé de travailleurs de bureau à l'inspiration libertaire.



Comme nous venons de le voir, la micro-informatique possède sa place dans le mouvement associatif américain. Pourtant, aux USA comme en France, « *la science et la technologie ne sont pas neutre, mais reflètent la base économique qui a permis leur développement* » (2). Cela pose les véritables interrogations.

Quelles conséquences implique l'introduction d'un micro-ordinateur dans une structure de type associatif ?

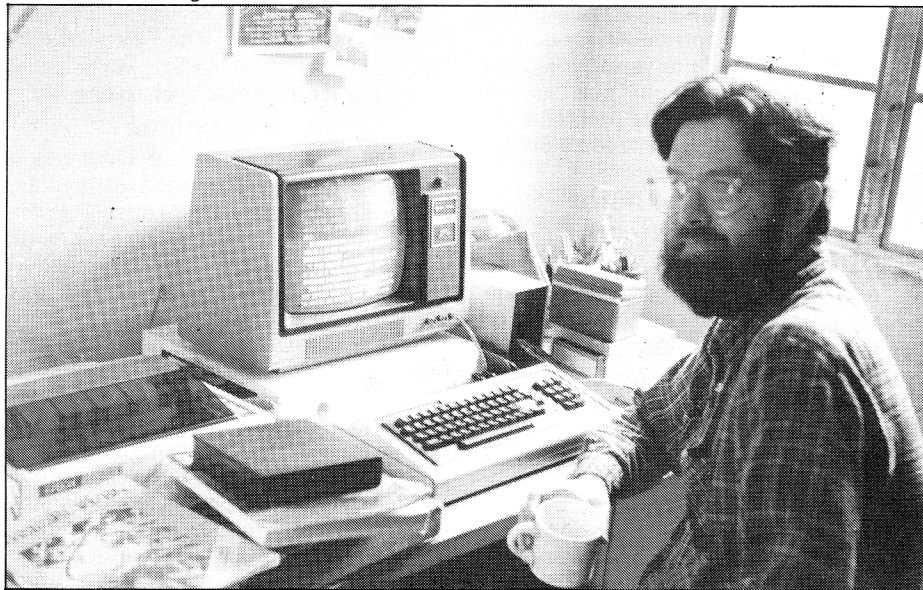
Il est trop tôt pour le savoir, trop peu de groupes ont une expérience suffisante, même aux USA. mais le mouvement associatif doit développer une informatique où militants et permanents s'approprient réellement la technique et non une informatique « presse-bouton » ■

Bernard LESVAL
Mars 83 — CIII Lyon

Nota bene : Toutes les adresses, références, prix des abonnements ou autres renseignements pratiques relatifs aux groupes cités peuvent être obtenu en écrivant à CIII Lyon c/o CEP 44 rue St Georges 69005 Lyon, BP 5006 St Jean Lyon, cedex 69245.

1) Cf Mike McCullough *Terminal 19/84* n° 9
2) Cf Mike Cooley *Terminal 19/84* n° 9

Micke Mc Cullough réalise Reset



Laboratoire d'informatique : vers l'informatique collective

Lieu d'expérimentation pédagogique, de formation et de réflexion, le laboratoire informatique, a été créé au sein de l'Institut national d'éducation populaire de Marly le Roi en 1979. Deux de ses responsables, Marcel Giry et J.L. Bon, répondent ici aux questions de Terminal. Partant de l'idée que l'informatique est tout à la fois un phénomène de société et un outil nécessaire au secteur associatif (Bureautique, gestion), ils cherchent entre les illusions de la micro et la difficulté de la programmation à ouvrir la voie à d'autres pratiques, d'autres rapports à la technique. Afin de permettre l'émergence d'une autre informatique.

Pourquoi l'éducation populaire s'intéresse-t-elle à l'informatique ?

Il est logique que l'éducation populaire se saisisse des innovations pour essayer de former le citoyen. Cela nous a amené à nous intéresser à l'informatique. D'autre part, l'éducation populaire a pris un retard énorme en matière de culture scientifique et technique. L'éducation populaire s'est cristallisée sur la culture artistique, alors que la culture est globale : scientifique, économique, sociale. D'autre part, il y a des besoins dans les associations pour connaître et utiliser l'outil informatique. Nous n'avons pas pu nous y intéresser avant l'apparition des micro-ordinateurs, car nous n'avions pas les moyens matériels de la grosse informatique. En effet, une des traditions de l'éducation populaire, c'est que l'on n'aborde pas une discipline par le discours, mais par la pratique. Nous cherchons à la fois à démystifier l'informatique, à la maîtriser par la pratique et à réfléchir aux usages sociaux, aux impacts de cette technologie sur l'environnement et sur notre vie, sur les rapports de travail, etc.

Capacité à analyser

L'éducation populaire n'est-elle pas d'une certaine manière utilisée pour développer la norme de consommation en matière d'objets électroniques diffusés dans le public ?

L'efficacité du laboratoire vient en grande part de la convergence avec un certain nombre d'intérêts économiques. Nous considérons l'aspect positif des choses, les associations qui veulent acheter du matériel avec l'aide financière de l'ADI, peuvent utiliser ici un matériel, en comprendre le fonctionnement et les limites, sans subir de pressions commerciales. Cela parce que l'INEP leur fournit les moyens d'avoir ce regard critique. On essaie d'éviter la liaison de l'apprentissage à un matériel particulier. Ce qui est important, c'est de faire sentir aux gens les concepts, beaucoup plus que l'aspect matériel... c'est pas tant le problème du langage que celui de la capacité à analyser.

Permis de conduire micro-ordinateurs

Dans votre action, qu'elle est la part de la volonté gouvernementale et la part faite aux projets des associations ?

L'ADI a permis de faire le laboratoire et on sent bien les enjeux qui sont derrière notre travail. Actuellement, il semble que la politique soit de développer la filière électronique. On justifie le développement en disant « il faudra qu'il y ait des expériences sociales », mais on s'aperçoit qu'il n'y a pas de lieu pour ces expériences. Nous voulons éviter que l'éduca-

tion populaire serve à développer les marchés. Nous sentons que nous sommes utilisés comme un vecteur efficace, que nos objectifs ne sont pas toujours pris en compte. On a monté ce qu'on appelle un « permis de conduire micro-ordinateur » qui est le niveau 1, condensant plusieurs objectifs : savoir maîtriser globalement le micro-ordinateur, connaissance des principaux éléments, du fonctionnement, savoir programmer, technique des fichiers. En même temps, pendant ces trois semaines de stages, nous travaillons à une vision globale de l'informatique pour que les gens puissent se retrouver, mais également sur les impacts et les usages de cette informatique. Il y a des stagiaires qui viennent parce qu'on est moins cher qu'ailleurs ; sur les aspects sociaux, ils nous disent « on perd du temps, on ferait mieux de travailler sur micro-ordinateur ». Le « Permis de conduire » a été mis au point pour être autonome par rapport à la machine, mais aussi par rapport aux sociétés de service.

Programmation collective

Un second élément nous semble lié à l'approche de l'éducation populaire, c'est l'idée « d'informatique collective », de programmation collective. Pourquoi une informatique collective ? Parce que nous sommes opposés à cette tendance qui se développe sur le marché : des consommateurs individuels, presse-bouton avec un progiciel où chacun va être isolé chez soi, réduit au rôle de « terminal humain ». Derrière l'idée d'informatique collective, il y a le projet de créer des centres de production et d'usage collectif de l'informatique. L'idée d'une informatique collective a déjà modifié le processus d'apprentissage. Il y a co-formation. Les gens travaillent par trois ou quatre. Il y a une règle dans les stages, quand quelqu'un a atteint le niveau souhaité, il se met au service du groupe, pour qu'il n'y ait pas les bons élèves qui foncent et ceux qui ne suivent pas. L'important, c'est que tout le groupe franchisse un certain niveau. Derrière cette idée nous voudrions que dans les associations l'ensemble des gens puisse utiliser collectivement l'informatique.

La démarche qui mène au programme

Avec la programmation collective à partir de la programmation structurée, les gens apprennent à faire ensemble des programmes. Par exemple, on a regroupé des stagiaires ayant le « permis de conduire », et intéressés par la gestion des associations, en pensant qu'on pourrait arriver à créer avec des gens issus du milieu associatif, un logiciel de comptabilité correspondant aux moyens d'une association moyenne « classique ». On a réalisé en groupe, l'étude et l'analyse du problème, en gardant comme objectif que ce qui compte ce n'est pas le programme qui est au bout mais la démarche qui a mené au programme, parce que c'est la seule qui puisse être échangée. Cette



démarche a été voulue la plus multiple possible. Dans la phase de l'analyse globale du problème, il a fallu entrer un peu dans la spécificité de la comptabilité d'une association et chacun s'est rendu compte qu'il avait quelque chose à apporter. Cela a conduit à la prise de conscience que ce qui était important ce n'était pas tellement de savoir manipuler l'outil, mais de savoir poser et résoudre le problème qu'on voulait lui faire résoudre ; ce qui nous a permis d'aller beaucoup plus vite et plus loin que prévu. Pour le grand public, on a visé l'apport pédagogique. Les gens ont tendance à connaître le basic et une certaine forme de programmation ; mais une analyse un peu approfondie d'un problème délicat montre qu'on a besoin d'outils plus sophistiqués...

Rendre lisible le processus de gestion informatique

Le Basic est souvent source d'illusion, on croit pouvoir traiter une certaine classe de problèmes et on se heurte à un palier de complexité !

Un fois achevée l'analyse globale du problème et obtenu ce qu'on pourrait nommer les blocs de programmation, nous souhaitons avoir plusieurs versions algorithmiques pures : des versions langage, des versions machine.

Pour l'instant, c'est une question de temps, car cela demande à être rédigé soigneusement. Avec un algorithme assez détaillé que nous avons élaboré, les gens

expérimentent, le font tourner dans leurs association pour en tirer des conclusions et prévoir les documents et le type de communication pour l'échange de ce programme. Par opposition à une informatique « transparente », il s'agit de rendre « lisible » le processus de gestion informatique. On essaie de travailler directement en français pour que n'importe quel adhérent de l'association puisse savoir et contrôler ce qu'on a mis dans le programme. Ce qui est important, c'est que chacun puisse devenir programmeur et que le programme devienne un travail collectif et non plus un travail de spécialiste ou de technocrate.

Informatique analyseur de la gestion

Vous opérez une démythification de l'algorithme, qui n'est plus présenté comme un abstrait, la solution unique et optimum à une question un peu abstraite. Il devient relatif et plus concret, il peut être discuté et à la limite négocié ?

Le problème est surtout dans l'échange des algorithmes, qu'ils puissent être utiles à la personne qui les utilise, facilement modifiable ; il y a un problème au niveau des échanges. On se rend compte qu'entre vouloir faire comprendre un algorithme et réussir à le faire comprendre, il y a un fossé. L'introduction collective de l'informatique dans une association peut être un analyseur de la gestion de l'asso-

ciation et amener à se poser la question de savoir comment l'association développe telle type de politique de gestion et pas telle autre.

Garder sa différence

Il faut aussi rendre les gens autonomes par rapport à tous les logiciels car actuellement les logiciels vont aboutir à une nouvelle mystification puisque les gens croiront qu'ils maîtrisent l'informatique en pressant un bouton. Pourquoi normaliser alors que les gens peuvent garder leur différence en apprenant la maîtrise de l'outil. On voudrait des centres de production où les processus d'informatisation soient pensés collectivement. Il y a actuellement une expérience intéressante ; les CEMAS (Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation actives), se sont lancés dans une informatisation collective. Tous les acteurs concernés se forment ensemble, aussi bien le délégué régional, l'instructeur, que la secrétaire administrative. Les autres associations ont pris une démarche beaucoup plus classique.

Renforcer le pouvoir des gestionnaires

Quel est votre public, des gestionnaires d'associations qui veulent s'informatiser, ou des animateurs qui voudraient diffuser une maîtrise collective des outils informatiques et développer la culture scientifique et technique ?

Il y a eu deux types de public. Au début, des gens « en rupture d'association », curieux qui remettaient en cause ce qui se passait dans leur association. Après, on est entré dans le système institutionnel avec les formateurs d'associations.

Des camarades de province du CIII, ont noté lors de l'implantation de l'informatique dans les associations, les mêmes problèmes que dans les entreprises classiques : concentration du pouvoir, monopole des informations, difficultés dans la circulation des informations...

La loi de 1901 est censée permettre un tas de modes de gestion. Mais on reproduit le système centralisé, avec une assemblée générale, un conseil d'administration, un bureau, peu de vie démocratique. La fonction critique des associations n'est plus remplie. Confronté à ce problème, contre nos objectifs, nous avons créé une « société de service et de conseil en informatique service public » pour les associations qui veulent une société de service pour informatiser leur siège. Actuellement, l'informatique est à la mode et il y a du fric à ramasser dans ce secteur pour les associations ; elles trouvent ça bien. Si on analyse plus en profondeur, on s'aperçoit que beaucoup de gestionnaires viennent nous voir, parce que l'informatique est le moyen de renforcer leur pouvoir dans la structure dans laquelle ils sont. Actuellement il y a deux populations qui viennent nous voir, des éducateurs et animateurs de base pour s'interroger sur cet outil et des responsables de gestion pour récupérer à leur profit l'outil informatique et renforcer leur pouvoir.

Que peut faire le citoyen ?

Si le mouvement de l'informatique va vers la centralisation, n'êtes-vous pas à contre-courant ?

Oui et non. Les associations sont en crise, mais il y a des gens qui se posent des questions, des gens qui sont seulement intéressés par l'informatique en tant que système d'entreprise, et il y en a d'autres qui posent la question de ce que peut faire le citoyen, de la pédagogie. Il y a un phénomène nouveau, beaucoup de clubs de micro-informatique se sont créés avec une vie souvent très courte. Ils montent en apogée et se cassent la gueule.

La barrière de la complexité

Comment expliques-tu cette montée puis se désintéresser ?

C'est la complexité ; à partir d'un certain moment si on veut continuer, l'informatique demande une démarche intellectuelle. Mais aussi parce qu'on ne sait pas pourquoi on crée un atelier informatique... parce que c'est moderne, parce qu'il faut être dans le coup, pour lutter

Colloque « Informatique, éducation populaire et vie associative » Du 24 au 27 mai 1983

SIX TABLES RONDES :

- Les processus d'informatisation dans les associations et les mouvements de jeunesse.
- Les expériences menées par les associations en matière télématique. Le réseau « Microdial-Télétel » de la Fédération Microtel, l'expérience « Télétel-Nord » menée par l'UFCV, le réseau « Télématique pour les gens », l'expérience « Antiope » menée par la Fédération nationale des foyers ruraux, dans la région de Sisteron.
- Les clubs ou atelier. Un atelier informatique en Corrèze par la FNFR, un atelier micro-informatique à Chambéry par PEC Haute-Savoie, les ateliers de la FFMJC, les ateliers Léo Lagrange, la Boutique Multimédias de Sucy.
- Les expériences des centres de loisirs ou de vacances pour les jeunes, (l'ANSTJ, les CEMEA, la Ligue de l'enseignement, les MJC, l'UFCV).
- L'informatique, le pouvoir, les libertés et l'éducation populaire.
- Les expériences ou ministérielles. Les projets du Centre mondial d'informatique et de ressources humaines, le projet « X 2000 » du ministère de la Recherche et de l'Industrie, le projet « 10 000 micros » du ministère de l'Éducation nationale, le projet « Informatique pour les jeunes » des ministères du Temps libre et de la Jeunesse, le projet Télémaque, système de télé-enseignement individualisé interactif à média intégrés pour la Formation professionnelle.

GROUPES DE PROPOSITIONS

- Faut-il organiser une centrale d'achats pour les secteurs de la Vie associative ?
- Le secteur associatif semble être reconnu par les pouvoirs publics comme un « secteur » important dans l'informatisation de la Société française. Que signifie cette reconnaissance ?
- L'informatique comme outil de gestion de la Vie associative ?
- L'informatique comme outil d'animation, moyen d'expression et de création ?
- L'informatique est un moyen d'accès et de circulation de l'information. Quelles banques de données pour l'Éducation populaire ?

Institut national d'éducation populaire
(INEP) Laboratoire d'informatique
11 rue Willy Blumentahl 78160 Marly le Roi

contre le chômage ? On fait de l'activité pour l'activité. Un des problèmes qu'on doit se poser, c'est pourquoi une activité informatique, et comment ? Si c'est simplement pour apprendre la maîtrise de l'outil, apprendre la programmation, c'est fatigant. Il n'y a pas de problématique de l'informatique, comme moyen de la vie associative. On s'en sert parce que ça fait bien. On a vécu sur le mythe du Basic : « Apprenez le Basic, vous maîtrisez l'informatique ». Or, l'apprentissage de la programmation...

Des associations détournées par les classes moyennes

J'ai relevé que vous avez un stage « du Basic au Pascal » ?

La programmation collective peut permettre de passer au niveau supérieur, d'autre part on a expérimenté un stage qui s'appelle « maths dans la vie et maths dans la ville » qui va être l'occasion d'un questionnement de l'outil mathématique. L'apprentissage de la programmation, c'est aussi le moyen de faire entreprendre une sorte d'« entraînement mental » d'un autre niveau. Il y a l'engouement pour la culture scientifique ; nous ne sommes pas contre, mais il y a détournement de l'éducation populaire dans la mesure où c'est une perspective de vulgarisation scientifique. On essaie d'avoir une autre perspective. On a dit que les associations étaient détournées par la classe moyenne, et c'est un problème. C'est vrai qu'elle les utilise, mais c'est

aussi le constat que les autres gens ne sont pas initiés, et il faut le leur permettre. On expérimente un projet « les ateliers du futur », un séjour où les gens seront initiés à trois types d'activités : une activité scientifique et technologique, une activité d'expression, une activité d'ordre corporel : pour une approche globale de la culture. L'informatique c'est le moyen de développer cela, puisqu'il y a engouement. Les gens ont envie d'apprendre, mais ils croient qu'ils ne sont pas capables. L'apprentissage qu'on leur propose n'est pas adapté, il est trop abstrait ou alors il est gadget.

Des animateurs vites dépassés

Peux-tu faire le panorama des différentes expériences actuelles de l'informatique dans les associations ?

Le secteur où il y a le plus d'expérimentation est celui des centres de loisirs et des colonies de vacances à thèmes scientifiques. C'est ce qu'a fait l'ASTJ, l'UFCV, les CEMEA, la ligue d'enseignement. Il y a deux tendances : l'initiation à la programmation et aussi l'initiation à l'ordinateur par la programmation d'éléments qui peuvent servir dans les jeux. Par exemple, l'UFCV fait programmer un grand jeu par les enfants. Il y a des projets consistant à amener les enfants à faire des logiciels pour apprendre à gérer leur propre budget, ou à faire leur propre menu. Ou alors des camps d'initiation à



la programmation, avec le problème que les animateurs sont vite déqualifiés par rapport à la vitesse d'intégration des jeunes. Il y a le secteur des ateliers qu'on a du mal à percevoir : Microtel, les MJC, foyers de jeunes travailleurs, c'est de l'initiation, ça monte très vite et ça tombe tout de suite. Il y a l'imbrication ambiguë de Microtel et des associations. Il y a aussi des réseaux de micro ; une expérience débute avec une association « Savoie vivante » où dans trois communes de Savoie, des centres de ressources servent de lieu d'initiation à l'informatique pour les enseignants et la population. Les autres semblent à l'état de projets.

Des associations qui expérimentent

C'est un peu comme Annie Bloch avec la télématique pour les gens, depuis le temps qu'elle en parle...

Le projet d'Annie Bloch semble être un peu élitiste. L'idée peut être intéressante, mais c'est encore un projet. Souvent on lit une information, on va voir, et on se casse le nez, il n'y a rien du tout, c'est un vague projet. Il y a l'utilisation de Télétel par l'UFCV dans le Nord ; les associations sont au courant des activités de l'UFCV du Nord et peuvent réserver des places. Il s'agit juste de réservations. Enfin, en Saône-et-Loire, l'ADER, une association de développement régional basée à Chalon, a lancée une expérience de culture informatique appelée « Micro informatique pour les gens » dont le but est de permettre à la population d'avoir accès à des micros implantés principalement dans des centres sociaux. C'est probablement la seule expérience où les organisateurs se soient préoccupés de la formation et se soient posés les questions de savoir ce que sont les micros, ce qu'ils pourraient en faire, avant de les acheter. Il y a une autre expérience avec

l'utilisation du réseau Antiope, par la Fédération Nationale des Foyers Ruraux pour faire passer ses informations. Ça a tourné pendant deux ans dans le sud de la France.

Y a-t-il des associations qui ont essayé de poser autrement le problème de l'informatisation de leur gestion ?

Il n'y a que les CMEA qui ont fait cette démarche. LVT (Loisirs, Vacances, Tourisme) a pensé le matériel et le logiciel sur le plan national, mais ensuite les associations locales décident si elles s'informatisent.

Avec l'informatique développer la vie sociale

Et le réseau X 2000 ?

On a travaillé avec l'ADI sur le projet qui préfigurait ce que va être X 2000. L'idée était de faire des antennes informatiques, des lieux de production collectifs et de réflexion ; et puis c'est devenu le projet « cent micros pour les jeunes ». Puis on est passé par la voie hiérarchique et les idées de cogestion du secteur associatif mise dans le projet « cent micros pour les jeunes » ont disparues, ce qui a donné naissance au projet X 2000. Je ne crois pas à ce projet. Un centre de ressource ou on va mettre à disposition du matériel, mais après... ? Quelles équipes pédagogiques vont s'en occuper, quel projet va-t-on développer ? Les gens vont s'approprier l'outil informatique pour leur usage personnel, ce qui développera une mentalité informatique de marché. Ce qui va très bien avec les projets gouvernementaux. Je crois qu'on est parti dans la logique du rapport Nora Minc : l'informatique va permettre de résoudre la crise, point ; à partir de là, développons une mentalité informatique. Cela pose la question de la survie de notre laboratoire.

Va-t-on avoir une véritable éducation de citoyen et va-t-on prendre les moyens de cette éducation ? L'informatique va être un analyseur très précis de l'orientation qui sera prise. Le problème de l'éducation populaire, c'est de privilégier des activités qui vont développer une vie sociale, des interactions entre les personnes.

Le développement de l'informatique dans les loisirs scientifiques des jeunes : le réseau X 2000

Le 14 décembre 1982, le ministre de la Recherche et de l'Industrie et le ministre de la Jeunesse et des Sports, ont signé un protocole d'accord portant sur la mise en œuvre d'un programme de développement de la micro-informatique dans les loisirs des jeunes.

Dans ce cadre, l'Agence de l'informatique a étudié un vaste projet, « Le réseau X 2000 », qui a pour but d'installer, en deux ans, à travers l'ensemble du pays, près de 1000 « centres de ressources » dans lesquels et auprès desquels les associations, les établissements, les animateurs de stages, pourront utiliser ou se procurer des micro-ordinateurs, des logiciels, des didacticiels, et la documentation nécessaire à leur utilisation.

Ce projet d'ampleur nationale a pour objectif de faire entrer l'informatique dans les méthodes technologiques générales :

- en accélérant les processus habituels de formation et de diffusion,
- en structurant le premier marché grand public de l'ordinateur domestique et individuel par une action d'information et de formation portant sur l'outil informatique, mais aussi son usage.

Ce projet ne manquera pas d'avoir des retombées sur le plan d'action filière électronique en constituant une première étape « d'impregnation » pour la formation aux métiers de l'informatique.

Lettre de l'ADI N° 13
Décembre 1982.

Un réseau de commissions informatiques

On rêve à des centres collectifs de production. Pourquoi n'y aurait-il pas dans un village un lieu collectif on pourrait être concentrés un certain nombre de moyens ? Je reviens sur cette informatique collective qui est fondamentale, car le lieu collectif, c'est ce qui va permettre l'interaction. Vous avez voulu créer au CIII un lieu collectif où les gens liés ou pas à l'informatique se rencontrent, discutent, réfléchissent. Ce qu'on propose au niveau du laboratoire, c'est aussi un lieu où les gens vont pouvoir se rencontrer et discuter. S'il existe de tels lieux dans un certain nombre d'endroits, cela permettrait beaucoup ça. C'est l'apport de la commission d'Igny (91). Si on arrivait à créer un réseau de commissions informatiques dans les entreprises et les associations, à partir de là, on aurait des lieux de réflexion et on pourrait avoir cette informatique collective. ■

30 avril 83

Propos recueillis par Eric BRAINE,
Guy LACROIX, Jacques VETOIS



Une informatisation différente

La diffusion et la baisse des prix des micro-ordinateurs ont permis à tout un nouveau public d'accéder à l'outil informatique, à domicile, mais aussi dans les groupes et les associations. Des ateliers et des clubs naissent un peu partout, mais isolés sans réel projet, ils disparaissent rapidement. Plus intéressante est la création de « commissions informatiques » qui a l'intérieur de différentes institutions, veulent tout à la fois sous la forme d'un collectif, démystifier, voire critiquer l'informatique et s'en servir. De ce point de vue l'expérience d'ASIL, « Alternative sociale pour une informatique locale » est exemplaire.

Dans un centre social...

A partir de 1977, la Fédération des Centres sociaux s'est penchée sur un projet d'informatisation de la gestion des Centres sociaux. Pour le Centre social de Beaunant, la bonne gestion comptable n'a pas fait surgir de besoin pressant d'aide extérieure, aussi la réflexion sur l'informatique n'a-t-elle pas percé parmi les administrateurs. Le Centre social a perdu peu à peu son caractère « médico-social » (aides ménagères, soins infirmiers), son évolution s'est caractérisée par la diversification de ses activités. De gros besoins en gestion de fichiers-adhérents et de statistiques sont apparus. Les demandes précises des organismes « financeurs » ont amené certains salariés et administrateurs à réfléchir sur l'évolution de l'organisation du Centre. Comment éviter un investissement en « temps » trop important sur des tâches administratives qui empiètent sur l'animation. De là, vient la première expérimentation informatique à l'intérieur du Centre social. Essentiellement mise au point d'une nouvelle fiche d'inscription plus complète, de programmes statistiques, d'un système d'adressage.

La perforation des fiches et le traitement de l'information étaient faits à l'extérieur du Centre par des bénévoles.

L'expérience s'est arrêtée au bout d'un an à cause de l'éloignement de l'ordinateur (les fiches devraient être photocopiées pour être saisies à l'extérieur), du manque d'explication et de préparation des personnes devant travailler sur le fichier, d'où mauvais remplissage des fiches (décalage de zone, manque de code, etc).

Sont restés, le fichier, qui devient fiable, les programmes statistiques.

Un projet nouveau

Les besoins étant toujours présents, certains administrateurs proposent au Conseil d'administration du Centre social, l'implantation d'un ordinateur.

La décision a été prise avec un budget de 35 000 F, en raison des éléments suivants : lourdeur des tâches administratives, fatigue de certains administrateurs bénévoles, possibilité de contrôler une informatique qui se développe dans les centres sociaux, par le biais de sociétés spécialisées, mise à disposition d'un outil pour le développement d'une pédagogie dans l'administration et la gestion du Centre social, présence d'une équipe de

travail composée de techniciens de l'informatique et de personnes connaissant bien le Centre social et désirant assumer ce projet.

Des tâches administratives fastidieuses

Le Centre social regroupe environ 600 adhérents pour un budget annuel d'un million de francs. Les recettes se décomposent en cotisations des adhérents participant à une activité et en subventions publiques.

Un gros travail est nécessaire pour la tenue et le suivi des comptes et pour les justificatifs à fournir aux institutions publiques. Il se décompose en 15 jours de comptabilité (bilan de fin d'année), comptabilité quotidienne (non évaluée), 5 jours de préparation des Conseils d'administration, 5 jours d'établissement des tarifs en fonction des différents paramètres comme le quotient familial, 30 jours pour l'élaboration des statistiques et justificatifs des prestations fournies par le Centre social soit au total quatre mois de travail.

L'administration du Centre demande beaucoup de travail de « gratte papier ». Le bon déroulement de ces tâches repose souvent sur la compétence et la bonne volonté d'administrateurs bénévoles. C'est le cas de la comptabilité du Centre qui ne peut se faire que grâce au sacrifice d'au moins quatre week-ends de la part d'un administrateur bénévole, comptable de profession.

Contrôler une informatique tenue pour « incontrôlable »

Le sentiment général est que l'on ne peut empêcher l'introduction de l'informatique

dans l'administration et la gestion. Même si une volonté d'opposition à l'informatique se manifestait franchement, l'informatisation du domaine social semble inéluctable : l'administration (Etat, DDASS, municipalités...) demande de plus en plus de justificatifs de leurs financements, ces justificatifs doivent s'adapter aux traitements informatisés de ces administrations, les subventions nouvelles ou renouvelables dépendent de ces justificatifs.

Un choix apparaît entre : prendre soi-même la décision et le contrôle de son informatisation et déléguer cette responsabilité à la structure administrative supérieure (Fédération départementale) ce qui conduirait à une gestion plus centralisée, moins autonome.

Ce choix a été par certains centres sociaux avec la Fédération départementale.

Pour une ouverture pédagogique

La solution de s'informatiser soi-même a été choisie parce qu'elle comportait des ouvertures pédagogiques sur le Centre et le quartier.

Le suivi de fonctionnement, en particulier financier, reste en dehors des périodes de bilan de fin d'année, relativement flou, chacun devant s'occuper d'activités, de relations sociales, le temps manque pour analyser le type de besoins satisfaits et ceux à satisfaire, (pourquoi telle activité marche et quand, quel type de population vient à cette activité au Centre, etc).

Centre socio-culturel de Beaunant
88 route de la Libération
69110 Sainte Foy les Lyon

Le traitement informatique devra prendre en charge :

- l'élaboration des statistiques,
- la comptabilité générale,
- la comptabilité analytique et prévisionnelle.

Première budgétisation

Formation technique

à la machine	100 heures
Etudes fonctionnelles, élaboration d'un cahier des charges	100 heures
Application technique, programmation	500 heures
Formation utilisateur	50 heures
Total	750 heures

Le temps de travail décrit ci-dessus représente la somme des heures passées pour les trois membres de l'ASIL.

Il se décompose en :

- heures de travail et de réunions internes,
- heures de réunions avec le Centre social.

Le temps manquant, des spécialisations s'installent sur la base des compétences ou des activités, (comptabilité, gestion administrative, secteur d'activité...) : ce qui peut être bon dans la mesure où le travail est fait, mais qui conduit à ce que les gens se confortent dans leurs responsabilités. (Celui qui anime ne s'occupe pas des finances).

L'implication des individus finit par varier, suivant le type de position qu'il occupe dans le Centre (Administrateur, salarié, adhérent).

L'utilisateur d'un outil assurant la possibilité : d'analyser davantage la situation générale et celle des activités en particulier, sans demande de temps supplémentaires, de mettre à disposition de tous et à tout moment toute information, y compris sur la vie du Centre, de palier le cloisonnement du travail et du savoir dans le Centre, apparaît intéressante. Les implications pédagogiques sont nombreuses et permettent la possibilité de liaisons avec d'autres associations du quartier.

Naissance d'une commission informatique

Le groupe est composé de personnes travaillant dans le tertiaire, que le projet intéresse, car il constitue une approche du travail différente dans le cadre de la vie associative.

C'est un groupe d'amis travaillant chacun dans des lieux différents mais ressentant les mêmes problèmes dans leurs rapports avec le travail :

- la division du travail parcellisé au niveau conception et réalisation qui conduit

à travailler dans une chaîne dont on ne constitue qu'un petit maillon sans le plaisir de la réalisation d'une tâche d'un bout à l'autre,

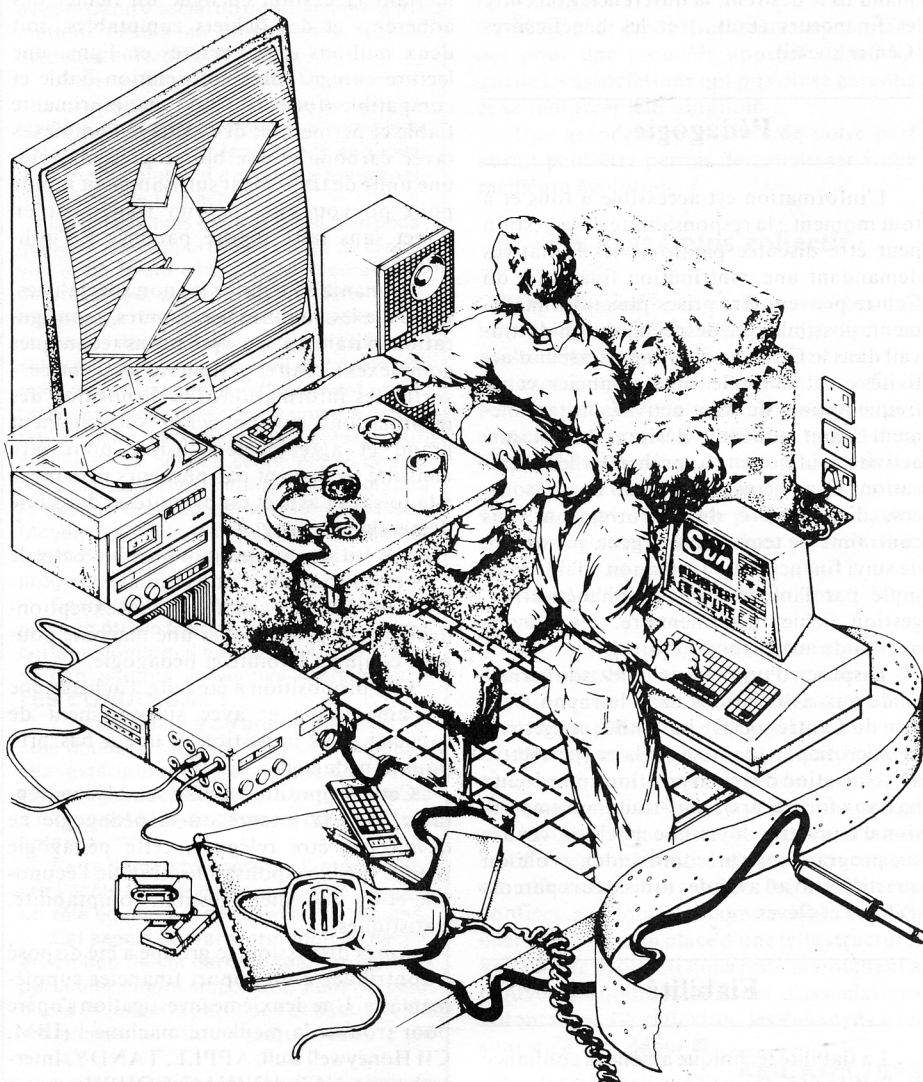
- l'absence de finalité vécue personnellement dans le travail entre ce qui est produit et ce qui est consommé,

- des regroupements dans le travail par compétences spécialisées et non par affinités.

L'occasion de travailler ensemble, représente la possibilité de réaliser une finalité commune : contribuer au développement dans la vie associative par une pratique différente du travail d'une « autre informatique ».

Pratique de l'informatique dans la vie associative

La face souvent éclairée de l'informatique est celle de la centralisation, de la technocratie et du contrôle social, ce sont très souvent les réflexions que font les gens lorsqu'on parle d'informatique. L'ordinateur viole les individus par les renseignements qu'il centralise sur eux. Il fabrique des normes et des déviations en fonction de critères de rentabilité idéologique. Il prend en charge totalement les gens (paiement, gestion des comptes bancaires...), contribue à en faire des êtres assistés, déresponsabilisés.



Le passé n'est pas là pour l'infirmier : l'informatique a déjà été et est encore abordée sous ces termes : domination et contrôle social (projets Safari et Gamin, etc.).

La crainte de la manipulation et de la marchandisation de la vie des individus prend sa source dans la réalité.

Pourtant, personne ne conteste non plus le progrès qu'elle représente : un exécutant des tâches répétitives économisant la fatigue humaine, un laboratoire de travail scientifique rapide, une mémoire vivante, utile à la connaissance humaine et à l'apprentissage.

Sensible aux objections faites à l'informatique, le groupe veut en exploiter les avantages, tout en essayant de ne pas trop répéter son cadre classique d'utilisation. Pour cela, il semble indispensable que le travail se fasse avec : décentralisation et déspecialisation des travaux exécutés, contrôle autonome par les utilisateurs, tout en gardant le caractère indispensable de la fiabilité.

Principe d'autonomie

L'autonomie de l'équipement et du traitement des informations garantit : le contrôle du contenu des fichiers, en particulier, des fichiers nominatifs, le contrôle par les utilisateurs (administrateurs, salariés, adhérents) quand ils le désirent, la différenciation entre les financeurs (Etat...) et les bénéficiaires (Centre social).

Pédagogie

L'information est accessible à tous et à tout moment : la responsabilité de la gestion peut être discutée par tous, les initiatives demandant une contribution financière du Centre peuvent être prises plus rationnellement, possibilité de déspecialisation du travail dans le Centre social, le professeur d'activités peut avoir le suivi financier et de fréquentation de son activité instantanément ; tout adhérent désirant lancer une activité peut de suite appréhender les implications financières en fonction des ressources, disponibilité de l'information sans contrainte de temps ou d'argent, possibilité de suivi financier. La formation à l'informatique par l'informatique (alphabétisation, gestion fichier documentaire, mathématiques, aide aux orthophonistes).

Disposer d'un matériel chez soi permet l'aide aux associations dans le rayon d'action du Centre social : bibliothèque (gestion de microfiches), cantine scolaire (permettre à l'association d'être en position compétente face aux financeurs), sous-traitance (impression d'étiquettes, louer une machine, vendre ses programmes sur commande), école du quartier, travail avec des utilisateurs parents d'élèves et élèves.

Fiabilité

La fiabilité technique amène la confiance et l'efficacité des utilisateurs, l'entrée des

informations évite une perte de temps en cas de rejet de validation et permet la compréhension et la cohérence des données en entrée.

Quel type de matériel ?

Vu la faiblesse relative des moyens du Centre social, il a fallu s'orienter vers les petits ordinateurs bons marché.

Un membre du groupe ayant une première expérience de ce type de machines, prudence et patience ont été observées dans le choix ; car des problèmes sérieux de fiabilité se posent et peuvent faire courir des risques importants de perte d'informations ou d'enregistrements d'informations erronées.

La deuxième possibilité est celle d'acheter un matériel d'occasion mais c'est difficile car les circuits de revente sont largement pris en charge par le service commercial des constructeurs, qui donne une priorité d'achat à ses propres clients.

Une occasion s'est présentée à nous, mais nous l'avons écartée à cause des contraintes techniques de la machine (IBM 32).

Les capacités techniques de la machine reposent sur : la nécessité d'une mémoire périphérique relativement importante permettant la gestion en ligne du fichier des adhérents et des fichiers comptables, soit deux millions de caractères en ligne, une lecture enregistreur d'information fiable et compatible (format « 8 »), une imprimante fiable et permettant des éditions complexes (avec carbone et une bonne présentation), une unité de traitement suffisamment rapide pour pouvoir effectuer un traitement en direct sans faire perdre patience à l'utilisateur.

La maniabilité pour les non spécialistes, nécessite les conditions suivantes : configuration évitant les manipulations techniques complexes (écran et périphériques d'entrée/sortie des informations), la disposition des informations sur un écran suffisamment grand et agréablement lisible pour être consulté facilement par plusieurs personnes à la fois. Cet aspect est primordial dans une démarche pédagogique.

Y-a-t-il un compromis possible entre le prix et les souhaits d'utilisation.

Pour 35 000 F, sauf occasion exceptionnelle, on ne peut trouver une machine pouvant conjuguer fiabilité et pédagogie.

Une proposition a été faite d'acheter une machine fiable et avec suffisamment de capacité pour la gestion et une à bas prix pour la pédagogie.

Cette proposition nous a semblé inacceptable dans la mesure où la pédagogie ne devait pas être reléguée, cette pédagogie repose sur la responsabilisation de l'économie et du quotidien (gestion, comptabilité, statistiques...).

Après discussion, le groupe a été disposé à contribuer à un apport financier supplémentaire. Une deuxième investigation s'opère pour trouver la meilleure machine ! (IBM, CII Honeywell Bull, APPLE, TANDY, Inter-technique, NCR, UNIVAC, GOUPI, etc...).



Structure de travail, contact utilisateur

Pour travailler dans une meilleure efficacité et confiance, il est nécessaire de préciser les méthodes de travail et les buts poursuivis. Nous ressentons la nécessité d'un engagement précis et concret pour : le contenu du travail, la budgétisation, le délai de réalisation, la maintenance du projet. Un travail bénévole ou « social » devant faire preuve d'un maximum de souplesse dans son élaboration doit aussi être mené avec le maximum d'efficacité, sinon les participants s'épuisent. Nous avons besoin d'un cahier des charges fixant les tâches à réaliser. Ce travail demande une disponibilité spécifique de la part des utilisateurs (salariés, administrateurs, adhérents).

La confrontation entre techniciens et utilisateurs aboutit : soit à des décisions technocratiques, si les utilisateurs n'ont pas assez réfléchi au concret et au fonctionnel de leur demande, soit à une application technique rafistolée au jour le jour, si les techniciens ne sont pas partis d'abord sur une vision globale logique des besoins.

Les partenaires doivent disposer d'autonomie dans leur collaboration car il s'agit d'un travail bénévole dans le domaine social où la bonne volonté est maître d'œuvre, mais reste insuffisante pour une construction suivie et de longue haleine.

Cette collaboration dans l'autonomie repose sur : l'expérience de multi-projets et la participation à la vie associative. L'idée de l'utilisation d'un ordinateur a été tournée vers une mise à disposition de la technique à la vie associative de quartier. La Commission « informatique » ne peut se définir uniquement comme activité interne au Centre social.

Cette singularisation dans les rapports groupe-association a amené le groupe à se constituer en association loi 1901, sous le titre « *Alternative sociale pour une informatique locale* » (ASIL) (1), avec pour objet : « *Réflexion et pratique collective d'une infor-*



matiation alternative pour le développement et l'aide à la vie associative. Développement d'une pédagogie pour la démystification de l'informatique. Incitation à la participation, à la gestion et à la prise de responsabilité dans les initiatives sociales par l'informatique ».

ASIL devant la multiplicité des projets doit avoir une démarche autonome pour pouvoir aussi progresser elle-même.

Pour chaque projet l'ASIL doit se mettre en contact directement avec les personnes concernées pour travailler : avec la meilleure compétence et connaissance de l'environnement, avec les personnes responsables dans leur association, avec la considération du tissu social auquel cette association s'intègre.

L'intervention technique ne doit pas se limiter à celle d'un « connaisseur de gestion ». Elle doit permettre la progression mutuelle des partenaires.

Se rappeler : Les statuts de l'ASIL (réflexion sur l'informatique, réalisation pratique différente), ceux de l'interlocuteur (pour le Centre social, développer le réseau associatif, participer à la vie sociale...).

Le travail engagé étant de longue haleine, il est nécessaire d'avoir des garanties matérialisées par une stabilité au niveau du matériel utilisé (machine, local, charges), l'éventualité de gagner sa vie dans une structure alternative (avec le moins possible de subventions) ■

ASIL Février 1982

APRES DEUX ANS D'EXISTENCE

Deux ordinateurs installés — 800 heures de travail en extra (bonjour la galère) — des rencontres — des questions — des gueules de bois — de la fatigue — de la ténacité —.

L'OBJECTIF est de terminer les projets déjà entamés afin de pouvoir établir le bilan des premières expériences. Le domaine associatif se caractérise par trois tendances : tendance commerciale :

assurance, mutuelles... gérées comme de véritables entreprises classiques ; tendance institutionnelle : associations culturelles, sociales... fonctionnant sous une tutelle administrative stricte et presque entièrement subventionnées. Leur gestion n'est pas forcément très élaborée, mais l'« aventure » n'apparaît pas un atout de ce type d'association qui tend à rechercher la sécurité des institutions ; tendance marginale : milieu associatif dont les motivations et le fonctionnement correspondent à la recherche de finalités et où les sensibilités se définissent en termes alternatifs (cinémas, boutiques de gestions, imprimeries, restaurants...), les besoins en gestion, en marge des circuits habituels, n'en sont pas moins réels.

Les associations peuvent avoir simultanément certains de ces caractères, mais suivant la dominante, l'autonomie dans les décisions et les finances peut permettre d'engager plus rapidement des projets de réalisation. Aussi, parmi celles qui en formulèrent la demande, nous avons commencé par les associations les plus autonomes.

Ecole primaire de la Gravière
22 avenue de Limburg
69110 Sainte Foy les Lyon

Projet d'utilisation d'un ordinateur dans une classe primaire (CM1-CM2), proposé par une équipe d'informaticiens en liaison avec le Centre social du quartier, démarche mettant l'école au contact des réalités actuelles et futures de la société.

La découverte de ce qu'est un ordinateur, d'une première approche de ses possibilités, de son fonctionnement, semble de nature à passionner les enfants et à lever un certain nombre d'*a priori* sur les capacités réelles de la machine.

Les possibilités offertes sur le plan pédagogique sont importantes : outil de créativité et de tâtonnement expérimental, l'ordinateur peut permettre l'approche d'une logique systématique lorsque les enfants élaborent des programmes simples, la possibilité d'exploiter au niveau de l'école une masse de documents (difficilement répertoriables) avec la création d'une documentation facile d'accès pour les enfants. Approche d'une gestion économique, de responsabilisation des enfants en leur confiant la gestion de la coopérative inter-classes. Moyen d'individualiser le travail de l'enfant par l'introduction de programmes répétitifs progressifs.

Ce travail de réalisation de programmes pourrait être le fruit de l'association et d'un certain nombre d'adultes, informaticiens ou non, parents, personnes intéressées.

LES CONDITIONS :

L'introduction d'un ordinateur dans l'école implique l'introduction de compétences extérieures à l'école ce qui aurait l'avantage de permettre aux parents de s'intéresser à l'enseignement donné à leurs enfants.

Cette démarche présente l'intérêt d'ouvrir l'école à la vie, de lui permettre de jouer un rôle éducatif et social avec les adultes.

Cet aspect de transformation de l'école en un lieu de vie dans le quartier, semble particulièrement important, comme celui d'une réflexion, à partir de l'utilisation d'un ordinateur, de l'informatique, dans la vie sociale.

Une dynamique qui manque

Cependant, aucun de ces projets (Centre socio-culturel de Beaunant, Syndicat Général de l'Education nationale) n'a présenté de réelle dynamique dans la relation informatique-utilisateur de l'informatique : l'objectif de l'association rencontrée, s'arrête à un projet limité dans le temps et exploitable « ad vitam aeternam », dépourvu de perspectives d'évolution en terme de qualité, insuffisant en réflexion quant à la rupture de la conception de l'informatique par rapport au domaine traditionnel (Kai, kai, kai !).

Le projet est resté sous le contrôle d'un petit nombre de spécialistes, dans une prise en charge insuffisamment collective du domaine de la gestion quotidienne. Les intervenants actifs sont constitués en majeure partie par les personnes qui assuraient la gestion auparavant et par un certain nombre de « politiques » critiques par rapport au fonctionnement de l'association, et de curieux devant l'informatique, intéressés par la découverte et l'utilisation d'une nouvelle technique.

Ces motivations différentes n'ont pas fusionné dans une conception globale du fonctionnement. Un projet informatique important pour la dynamique d'une association, demande une réflexion encore plus importante et plus collective du côté des informatisés.

Mais peut-être est-ce beaucoup demander pour une première approche dans laquelle les associations ont pu voir se garantir et se renforcer leur autonomie.

Une grande disponibilité de notre part aurait peut-être permis de collaborer à une meilleure évolution.

Un usage plus collectif

Le domaine associatif a des besoins importants en informatique de gestion, de prestations (étiquettes), de formation. Cependant, l'utilisation de l'outil informatique reste en général peu accessible au domaine associatif, car c'est un outil cher quand il est fiable, il demande un minimum de connaissance, il représente une charge de fonctionnement trop importante pour chaque association pour être mis en place partout où le besoin s'en fait sentir.

Alors c'est foutu ? Mais non ! Mais non !

Ce cadre comporte un certain nombre d'avantages la permanence et régularité de fonctionnement, la sécurité dans le suivi, l'économie en charge de travail.

Il peut permettre en outre, par l'ouverture de ses prestations, à plusieurs associations une implication et une prise en charge par les circuits économiques du réseau associatif et une possibilité d'auto-financement en effectuant des tâches habituellement confiées au domaine commercial. Déboucher sur la mise en place d'une telle structure, voilà notre projet. Il nous reste maintenant à trouver un nombre suffisant d'associations volontaires. La réflexion, les échanges n'en sont qu'à leur début ■

ASIL Avril 1983

Syndicat :

un micro pour une gestion autonome

Le SGEN-CFDT du Rhône comprend quatre degrés (Primaire, Secondaire, Supérieur et LEP) ; chaque degré gère ses adhérents. Depuis un an et demi le SGEN avec l'aide d'ASIL a entrepris d'informatiser sa gestion : Jean-Paul, Marie-Odile et Didier qui répondent aujourd'hui aux questions de Terminal, travaillent maintenant régulièrement sur micro-ordinateur ; au départ aucun d'entre eux ne connaissait l'informatique.

Quelle démarche vous a conduit à informatiser votre syndicat ?

J.P. : Pour résoudre nos problèmes administratifs et soulager la gestion, nous avons décidé d'informatiser. ASIL a un projet politique qui nous intéresse, nous aurions pu choisir une petite machine quelque chose de plus centralisé, nous avons retenu un **micro-ordinateur autonome**.

D. : Dans le système manuel à chaque changement d'adresse, il fallait écrire cinq fois la même plaque adresse, c'était fastidieux.

Connaître la courbe d'adhésion

Comment avez-vous mené l'analyse ?

D. : En quatre ou cinq réunions, d'abord avec ASIL, ensuite degré par degré. Après chaque réunion avec ASIL, nous avions des « devoirs » à faire. Pour quelqu'un qui n'a jamais touché à l'informatique, la difficulté est d'harmoniser les catégories et les significations. Puis la codification n'est pas évidente. Il fallait aussi tenir compte des tailles de fichier, celui du primaire compte 400 références. Nous avons prévu 1 000 références par disquette. Nous avons réfléchi à ces questions, mais aussi à l'aspect réducteur et structuré de l'informatique.

Quelles sont vos applications ?

J.P. : Seul le primaire a pris les choses en main. Pour le moment c'est une gestion d'adhérents, connaître leurs adresses, pouvoir les éditer, savoir dans quelles écoles ils travaillent, s'ils sont à jour de leurs cotisations.

D. : Nous voulons développer une compatibilité, des statistiques qui nous permettraient de connaître la courbe d'adhésion, les chutes par catégories d'âge, lieu géographique. A la main c'était fastidieux. J'ai fait un petit programme qui me donne la répartition des adhérents par lieu de travail, cotisation payées ou non, et il marche !

Comment a été prise la décision d'informatiser ?

J.P. : Il n'y a pas eu de consultation des adhérents, c'est une décision du conseil. Le débat n'a pas eu lieu dans le syndicat, peut-être qu'un certain nombre de gens sont contre l'informatique ?

D. : Une fois, une copine est venue, inquiète que la SGEN utilise un ordinateur.

Qui utilise le micro ?

J.P. : Pour l'essentiel les mêmes qui gèrent les fichiers manuels, il faudrait que se monte une équipe pour chaque degré, car le secondaire, le supérieur et les LEP ont du mal à utiliser efficacement la machine, les références sont mal rentrées, ce qui les oblige à fonctionner en double avec un système manuel. Ils pensent que l'ordinateur n'est pas opérationnel.

M.O. : C'est une question de rodage, de méthode et surtout de fonctionnement antérieur à l'arrivée de la machine.

Sur un micro c'est plus rigolo !

Que vous apporte l'ordinateur ?

M.O. : Ça raccourcit le circuit, c'est plus rapide.

D. : On gagne du temps dans la gestion ; une tâche réalisée manuellement en six heures est effectuée aujourd'hui en deux. Et je préfère travailler sur un micro, c'est plus rigolo ! Mais c'est aussi un piège, on est tout le temps en train d'en faire plus, d'écrire des bouts de programmes.

J.P. : Cela nous permet de dégager du temps pour d'autres tâches, plus intéressantes, plus constructives pour la gestion du syndicat.

D. : Dans un syndicat on considère l'administratif comme pas fondamental, or on se fait « bouffer » par l'administratif pas fondamental.

Dans votre cas, qu'est-ce qui fait l'originalité de la démarche d'ASIL ?

D. : Le plus important c'est l'autonomie, qu'implique pour nous la démarche d'ASIL. Nous fonctionnons sans eux depuis deux mois et nous avons pu faire face aux quelques petits problèmes de programme rencontrés. Nous allons avoir des cours pour nous permettre d'écrire des programmes complémentaires, de modifier les programmes existants. Mais au niveau du coût avec ASIL, c'était aussi certainement plus intéressant. Nous avons la maîtrise totale de la machine et des disquettes. Le SGEN national est informatisé, mais nous n'utilisons ni le même système, ni le même code et c'est mieux ainsi !

J.P. : La micro-informatique permet de décentraliser correctement.

Je ne rentre pas dedans

Y a-t-il de réticences vis-à-vis de l'informatique à l'intérieur du syndicat ?

J.P. : Un peu comme sur le problème du nucléaire, il y a des points de vue très marqués sur le problème du fichage, ça pèse, ça existe dans la CFDT !

D. : A mon avis, il n'y a pas plus de risque avec un fichier informatique qu'avec un fichier manuel, le plus gros risque ce n'est pas le vol, mais la destruction.

L'arrivée du micro a-t-elle démystifié l'informatique ?

D. : Pour moi, ce n'était pas un mythe.

M.O. : Je me demande si j'aurais pris en charge le fichier sachant qu'il serait sur ordinateur, la machine provoque une peur. Je trouvais cette machine étrange et elle l'est toujours, dans la mesure où je ne rentre pas dedans, je n'ai pas de formation technique et je ne sais toujours pas ce que représente un programme. Mais ce serait bête de se servir de l'ordinateur comme d'une machine à écrire.

D. : On n'a pas plus de candidats pour s'occuper du fichier aujourd'hui que lorsqu'il était manuel ■

Propos recueillis par
Bernard LESVAL et François
Avril 83